

Plan Local d'Urbanisme



Beauzelle

Modification 3

approuvée par délibération du 22/06/2023

0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse
métropole

Toulouse Métropole

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr



Urbanisme

ARRÊTÉ DE MISE EN OEUVRE DE LA TROISIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE BEAUZELLE

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2, L.153-36, L.153-37, L.153-41, R.104-33 à 37,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle approuvé par délibération du Conseil Municipal du 30 janvier 2006, modifié par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2009, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013, et mis en compatibilité par arrêté préfectoral en date du 19 juin 2014,

Monsieur le Président arrête

Article 1 :

En vertu du champ d'application défini à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle, est mise en œuvre, en vue de favoriser le développement économique en modifiant l'OAP « Parc des Expositions » et le règlement écrit liés au pôle économique de Garossos.

Article 2 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, au Maire de la Commune concernée et à l'autorité environnementale, avant l'ouverture de l'enquête publique. Si la procédure de modification devait être soumise à évaluation environnementale suite à l'avis de l'autorité environnementale, le projet fera l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toute autre personne intéressée.

Article 3 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et l'autorité environnementale seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 4 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Beauzelle.

Article 7 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
Monsieur le Maire de Beauzelle

Fait à Toulouse, le 09 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le :

09 MAI 2022

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le

09 MAI 2022

- en mairie, le : 10 MAI 2022

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le : 10 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la modification n°3 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Beauzelle (31)**

n°saisine : 2022-10733

n°MRAe : 2022DKO193

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-10733 ;**
- **Modification n°3 du PLU de Beauzelle (31) ;**
- **déposée par Toulouse Métropole ;**
- **reçue le 27/06/2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 29/06/22 et la réponse en date du 19/07/22 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires du département de la Haute-Garonne en date du 29/06/2022 et la réponse en date du 06/07/22 ;

Considérant la commune de Beauzelle (31), qui fait partie de la métropole de Toulouse, d'une superficie de 400 hectares (ha), d'une population de 6973 habitants en 2019 et une augmentation de 3,05 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019) qui engage sa 3^{ème} modification du PLU et prévoit :

- l'extension du périmètre de l'Orientation d'aménagement de programmation (OAP) du « Parc des expositions » afin d'y intégrer le pôle économique du secteur « Garossos » d'une surface de 30 ha ;
- la modification du règlement écrit et du document graphique ;

Considérant la localisation de la commune concernée :

- par une zone Natura 2000, Zone de protection spéciale (ZPS), dite « *Vallée de la Garonne de Muret à Moissac* », relevant de la « *directive habitat* » ;
- par une zone Natura 2000, Zone spéciale de conservation (ZSC), dite « *Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste* », relevant de la directive « *oiseaux* » ;
- par une Zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 dite « *La Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère* »
- par une ZNIEFF de type 2 dite « *Garonne et milieux riverains, en aval de Montréjeau* » ;
- par une Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) dite « *Vallée de la Garonne : Palayre et environs* » ;
- par deux réservoirs de biodiversité au titre de la trame verte du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), de l'ex-région Midi-Pyrénées, dits « *boisés de plaine* » ;
- par plusieurs zones humides élémentaires et potentielles situées principalement aux abords de la Garonne ;

- sur l'intégralité du territoire communal, par un Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération toulousaine ;

Considérant que la localisation du secteur concerné par la modification de l'OAP « Parc des expositions » se situe dans une zone Urbaine d'équipement (UE et UEa) et en dehors de tous secteurs à enjeux environnementaux précités ;

Considérant que les modifications apportées du règlement écrit ont pour objectif :

- d'augmenter la hauteur des constructions, en passant de 12 mètres à 24 mètres en zone UE, ce qui permettra une densification verticale avec pour objectif « Zéro artificialisation nette » ;
- d'augmenter les proportions de surfaces d'espaces verts plantés en fonction de la superficie de l'unité foncière ;

Considérant que du fait de leur nature, en limitant l'imperméabilisation des sols, ces modifications ne présentent pas de nouveau risque d'impact potentiel notable pour l'environnement ;

Considérant que les impacts potentiels du projet de modification n°3 du PLU sont réduits par l'absence de nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°3 du PLU de Beauzelle (31), objet de la demande n°2022-10733, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 22 août 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' and 'V' followed by a horizontal line.

Annie Viu
Présidente de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.



Urbanisme

ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA TROISIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE BEAUZELLE

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-41, L.153-43 et R.153-8 à R.153-10,

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle approuvé par délibération du Conseil Municipal du 30 janvier 2006, modifié par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2009, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013, et mis en compatibilité par arrêté préfectoral en date du 19 juin 2014,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 9 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle,

Vu la décision n°E22000119 / 31 en date du 12 septembre 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

Après avoir consulté le commissaire enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public ;

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de troisième modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle. La procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle, est mise en œuvre, en vue de favoriser le développement économique en modifiant l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Parc des Expositions » de la commune de Beauzelle et le règlement écrit, liés au pôle économique de Garossos.

Article 2 : Autorité responsable du projet et siège de l'enquête

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo).**

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, Direction de l'Urbanisme - Service de la Planification Urbaine au 6, rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.

Article 3 : Dossier et durée de l'enquête publique

Le dossier de modification, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 31 jours consécutifs, **du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus**.

L'enquête publique débutera le mardi 15 novembre 2022 à 14h et prendra fin le jeudi 15 décembre 2022 à 17h.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L.123-9 du Code de l'environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L.123-14, R.123-22 et R.123-23 du Code de l'environnement.

Article 4 : Désignation du commissaire enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 12 septembre 2022, **Monsieur Michel Blanc** en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier

Le dossier du projet de troisième modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- à la mairie de la commune de Beauzelle, Place de la Mairie, 31700 Beauzelle, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur un **registre dématérialisé sécurisé** accessible via le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr), accessible 7j/7j et 24h/24h ;
- sur un **registre papier** établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par le commissaire enquêteur, ouverts :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
 - à la mairie de la commune de Beauzelle, Place de la Mairie, 31700 Beauzelle, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.
- **par voie postale** en adressant un courrier au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, à faire parvenir pendant la durée de l'enquête, le cachet de la Poste faisant foi.

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

Article 7 : Lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à la mairie de Beauzelle, aux jours et heures suivants :

- mardi 15 novembre 2022 de 14h à 17h ;
- mercredi 30 novembre 2022 de 14h à 17h ;
- jeudi 15 décembre 2022 de 14h à 17h.

Article 8 : Informations environnementales

Le dossier du projet de troisième modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement, a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R.104-28 à R.104-32 du Code de l'urbanisme.

L'autorité environnementale dans sa décision rendue le 22 août 2022 et jointe au dossier d'enquête publique a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale le dossier de troisième modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la mairie de Beauzelle et sur tous les emplacements prévus dans la commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la commune de Beauzelle (www.beauzelle.fr).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des modalités d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 3, les registres papiers déposés en mairie de Beauzelle et à Toulouse Métropole seront transmis sans délai au commissaire enquêteur pour être clos par lui même.

La communication des observations du public sur le registre dématérialisé et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon les modalités prévues à l'article 3, la date et l'heure du dépôt électronique et le cachet de la Poste faisant foi.

Article 11 : Elaboration et remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par le commissaire enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à Toulouse Métropole, siège de l'enquête publique, accompagné des pièces annexées et des registres.

Le commissaire enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à Monsieur le Maire de Beauzelle et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera également mise à disposition du public pendant un an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de l'Urbanisme – Service de la Planification Urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole, pour y être tenus à disposition du public durant un an.

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête publique, le projet de troisième modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle, objet de la présente enquête publique, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le commissaire enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sur le site de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole— 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la mairie de Beauzelle quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire de Beauzelle.

Fait à Toulouse, le 13 OCT. 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 13 OCT. 2022
- Publié par affichage à Toulouse Métropole le : 13 OCT. 2022
- Publié par affichage en mairie le : 14 OCT 2022
- Publié le : 19 OCT. 2022

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14.06.2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze juin à 18h30, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Patrice RODRIGUES.

Membres présents	En exercice	Qui ont pris part	Date de la convocation
22	29	28	08.06.2023

PRÉSENTS

M. RODRIGUES, Mme FRAPPIER, M. REIZ, Mme FLORES, M. CUBELES, Mme CHOUJAA, M. CAYUELA, Mme FORCADA, M. ROSELLO, Mme WEBER, Mme CASSAN, Mme TOPAKIAN, M. SAINT-MARTIN, Mme VERGNE, Mme BASTY, Mme FUGAIRON, Mme PEREZ, M. TEULIERES, M. PECHAMAT, M. MOUREREAU, M. MARCHAUD, M. DOMINI.

PROCURATIONS

M. VIVES à Mme CASSAN, M. BONIN à M. ROSELLO, Mme LACROIX à M. RODRIGUES, M. JOFFRE à M. CAYUELA, M. PARE à Mme WEBER, Mme ROTH à M. PECHAMAT.

ABSENTS

M. VIVES, M. BONIN, Mme LACROIX, M. JOFFRE, M. PARE, M. ROBERT, Mme ROTH.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Mme BASTY.

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

HÔTEL DE VILLE

Place de la Mairie - CS 90218 - 31705 - Beauzelle Cedex
05 62 21 32 50 • contact@mairie-beauzelle.fr • www.beauzelle.fr

DÉLIBÉRATION N° 2023-04-20

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

Avis du conseil municipal relatif au projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle avant approbation par le conseil de communauté de Toulouse Métropole

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la procédure en cours pour la 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de BEAUZELLE. Le dossier soumis à enquête publique du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022 par arrêté du Président de Toulouse Métropole du 13 octobre 2022 a été mise en œuvre en vue de favoriser le développement économique en modifiant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Parc des expositions » de la commune et le règlement écrit lié au pôle économique de Garossos.

L'intégralité des modifications envisagées figure dans la notice explicative du dossier d'enquête publique jointe en annexe de la présente délibération.

En vertu de l'article L. 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal est invité à formuler un avis, préalablement à l'examen de l'approbation de la 3^{ème} modification du PLU par le Conseil de la Métropole.

Monsieur le Maire indique que la présente délibération a pour objet de présenter au conseil municipal :

- D'une part, les résultats de l'enquête publique et la manière dont Toulouse Métropole prévoit d'y répondre ;
- D'autre part, la nature des évolutions qu'il est prévu d'apporter au dossier de 3^{ème} modification du PLU soumis à enquête, qui sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Par conséquent, la présente délibération se décompose de la manière suivante :

L'exposé comprend :

- Partie 1 : Avis des personnes publiques associées et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole
- Partie 2 : Enquête publique, conclusions du commissaire enquêteur et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole
- Partie 3 : Mise à jour des annexes

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

HÔTEL DE VILLE

Place de la Mairie - CS 90218 • 31705 - Beauzelle Cedex
05 62 21 32 50 • contact@mairie-beauzelle.fr • www.beauzelle.fr

I. Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe), des personnes publiques associées (PPA) et proposition de prise en compte par le Toulouse Métropole

Dans le cadre de la procédure, le dossier de 3^{ème} modification a été notifié à la MRAE, aux personnes publiques associées et au Maire de la commune concernée conformément à l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme.

Avis de la MRAE : Dispense d'évaluation en date du 22 août 2022

Avis de Personnes Publiques Associées :

- La chambre de commerce et de l'industrie : Favorable en date du 7 novembre 2022.
- La chambre d'agriculture de la Haute-Garonne : Favorable en date du 13 juillet 2022.
- La chambre des métiers et de l'Artisanat : Favorable en date du 27 juillet 2022.
- Tisséo Collectivités : par courrier du 7 juillet 2022 n'a pas formulé de remarques particulières.
- DDT31 : 4 observations (délimitation de l'OAP, secteur de l'Enseigne trop identifié dans le projet, énergies renouvelables constructibilité en limite séparative)
- Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, par courrier en date du 16 novembre 2022, n'a pas formulé d'observations particulières. Cependant deux emplacements réservés, le n°1 « Déviation de la RD2 (2ème phase) site de l'Enseigne » et le n°8 « Déviation de la RD63, site de l'Enseigne » réapparaissent au bénéfice du Département dans ce PLU, qui ne figuraient plus à son bénéfice dans le cadre du PLUiH. Ils devraient être repositionnés au bénéfice de la Métropole.
- La DDT31, par courrier en date du 25 août 2022 qui vient rectifier son avis initial en date du 7 juillet 2022, a formulé quatre observations sur le projet de modification n° 3 du PLU de Beauzelle.

- Tout d'abord, la nouvelle délimitation de l'OAP vient exclure, au nord du secteur Parvis, des espaces reclassés en zone agricole suite à l'annulation du PLUiH. Pour autant, ces emprises restent largement identifiées dans les différents schémas d'organisation de principe de l'OAP (îlots 15, 16, 17, et en partie 11), ce qui peut nuire à la compréhension générale de leur aménagement effectif ou non à terme. Tout aménagement nécessitera une justification étayée de l'ouverture à l'urbanisation, compte-tenu notamment du potentiel de densification que présentent les zones d'activités économiques existantes.

- Si le secteur de l'Enseigne, actuellement classé en zone agricole, est exclu du périmètre de l'OAP, il reste identifié dans certaines cartographies de l'OAP comme zone d'étude pour un développement à long terme. Au regard des objectifs de modération foncière et de réduction de consommation des espaces à vocation agricole, naturelle ou forestière, cette

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

HÔTEL DE VILLE

Place de la Mairie - CS 90218 • 31705 - Beauzelle Cedex

05 62 21 32 50 • contact@mairie-beauzelle.fr • www.beauzelle.fr

identification peut occasionner une spéculation de ce foncier alors même qu'un développement à long terme de cette zone n'est pas assuré. Ceci pourrait nuire au final à la poursuite de l'activité agricole sur cette emprise.

- S'agissant des mesures visant à favoriser les énergies renouvelables, celles-ci restent à la discrétion de chaque projet. En dehors du MEETT, les objectifs de production et d'utilisation des énergies renouvelables constituent de simples recommandations sans réelles portées prescriptives et n'apparaissent pas de nature à impulser le développement de ces énergies (et donc de s'inscrire dans les objectifs du PCAET) sur les futures opérations privées.

- Enfin, les modifications du règlement écrit visent à augmenter la constructibilité de la zone et assurer une urbanité plus qualitative de la zone en intervenant sur les règles d'implantation du bâti par rapport aux emprises publiques et aux limites séparatives. A cette fin, la conservation d'une implantation minimale à 3m de distance des limites séparatives sur ces deux secteurs questionne. Sa suppression permettrait d'ouvrir la possibilité d'une mitoyenneté des bâtis pour davantage optimiser le foncier dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, tout en facilitant l'atteinte de meilleures performances énergétiques.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Toulouse Métropole entend prendre en compte les avis des PPA de la manière suivante :

• En réponse aux remarques de la DDT31 :

- Les îlots 15, 16, 17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) alors qu'ils demeurent classés en zone agricole à la suite de l'annulation du PLUiH et ne faisant donc pas partie du périmètre actuel de l'OAP seront supprimés afin d'enlever toute ambiguïté sur la compréhension des droits à construire actuels. Pour autant, ces îlots ayant une réelle existence dans le dossier de la concession d'aménagement du projet du MEETT et représentant une possible extension du périmètre constructible seront réétudiés dans le cadre de la procédure en cours du PLUiH.

- En outre, le secteur Enseigne est à ce jour situé en dehors du périmètre de la ZAC. Celui-ci fait l'objet d'un classement en zone agricole au PLU opposable et n'est pas concerné par la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle. Les différents schémas d'aménagement et textes de l'OAP seront mis en cohérence sur ce point, afin d'assurer la bonne compréhension des intentions à court et moyen terme sur le secteur de l'Enseigne (préservation de la vocation agricole des fonciers). La cartographie du document d'OAP sera notamment modifiée en ce sens.

- Concernant les mesures en faveur de l'adaptation aux enjeux du changement climatique, il est précisé que les évolutions apportées dans le cadre de la modification n°3 du PLU de

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

Beauzelle concernent essentiellement l'augmentation du coefficient d'espaces verts de pleine terre en zone UE, afin de favoriser les opérations de désimperméabilisation / renaturation des sols à l'échelle de la Zone d'Activité Économique (ZAE).

Les objectifs à atteindre en matière de performance énergétique pourront par ailleurs être précisés dans les pièces contractuelles et réglementaires lors de la signature des conventions de participation. Plus largement, les objectifs à atteindre en matière de performance énergétique sur le bâti en zones d'activités seront travaillés dans le cadre du PLUiH, en lien avec les objectifs du PCAET et sur la base du cadre réglementaire en vigueur. Il est également précisé que les dispositions de la loi Climat et Résilience imposent la valorisation environnementale ou énergétique d'au moins 30% des surfaces de toitures sur les programmes tertiaires ou à vocation commerciale supérieurs à 500 m² de surface de plancher.

- Enfin, les évolutions proposées dans le cadre de la modification n°3 du PLU de Beauzelle sur le règlement du PLU visent à initier un projet de renouvellement à moyen / long terme sur la zone d'activités de Garossos. Il s'agit notamment de valoriser cette zone d'activités en lui donnant de meilleures accessibilité et visibilité tout en conservant son caractère économique et en recherchant une amélioration de sa qualité fonctionnelle et architecturale. Dans ce cadre, le projet du pôle économique du MEETT, envisage la requalification de la RM902 en boulevard urbain et la création de « barreaux » Nord-Sud basés sur les rues de Juncassa et de la Sur et reliant les secteurs Parvis et Garossos. Ces axes, perpendiculaires à la trame établie, capacitaires et largement dimensionnés (environ 35 m) permettent d'accueillir tous les usages qu'il s'agisse de mode doux, de terrasses de restaurants ou encore de stationnements publics liés aux commerces attenants. Les évolutions apportées au règlement de la zone UE dans le cadre de la modification n°3 du PLU visent à préfigurer la mutation à terme des emprises bâties de la zone d'activités et à permettre la requalification des emprises de voirie et d'espaces publics. Les règles d'implantation sur emprises publiques et limites séparatives en zones d'activités seront questionnées dans le cadre du PLUiH au regard de l'étude urbaine engagée courant 2023 pour l'approfondissement du plan guide sur le secteur Garossos, mais également à partir des principes retenus en matière de requalification / mutation des Zones d'Activités Économiques (ZAE) à l'échelle métropolitaine.

• **En réponse à la remarque du Conseil Départemental :**

- Il peut être indiqué que la modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec l'objet de la présente procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi-H. Il est précisé que cela n'a pas de conséquence sur la mise en œuvre opérationnelle de l'outil au vu du transfert automatique de la compétence voirie entre le Conseil Départemental

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

HÔTEL DE VILLE

Place de la Mairie - CS 90218 • 31705 - Beauzelle Cedex

05 62 21 32 50 • contact@mairie-beauzelle.fr • www.beauzelle.fr

et la Métropole prévu par la « loi Notre » au 1er janvier 2017. En effet, le transfert des routes départementales à la Métropole a emporté de fait le transfert des servitudes, droits et obligations correspondantes ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.

II. Enquête publique, conclusions de la commission d'enquête/commissaire enquêteur et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole

II-1 Pendant toute la durée de l'enquête, du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus :

Deux observations ont été déposées :

- 1 contribution sur le registre dématérialisé ;
- 0 contribution sur le registre papier déposé en Commune et 0 sur celui déposé à Toulouse Métropole ;
- 1 courrier.

II-2 Le commissaire enquêteur, dans ses conclusions en date du 13 janvier 2023 a émis un avis FAVORABLE à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de BEAUZELLE soumise à enquête publique, assorti des 4 réserves et 7 recommandations suivantes :

Réserve n° 1 : Les modifications de la partie écrite de l'OAP « Parc des expositions » doivent concerner exclusivement le territoire de la commune de Beauzelle. Toutefois les changements intervenus du fait de la réalisation des travaux de construction du nouveau Parc des Expositions de Toulouse Métropole peuvent être pris en compte au titre de la modification de l'environnement de la partie Beauzelloise de l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°1 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. Les différentes cartographies et les parties du texte de l'OAP « Parc des expositions » seront modifiées afin de représenter uniquement les évolutions concernant la commune de Beauzelle dans le cadre de la présente modification n°3 du PLU. Les fonds de cartes seront actualisés et feront apparaître les évolutions suites aux travaux réalisés (voiries, découpe d'îlot, nouvelles constructions...) dans la partie beauzelloise.*

Réserve n° 2 : La partie graphique de l'OAP doit être corrigée sur plusieurs points :

- Les caractères flous de la légende doivent être rendus nets. Certains symboles du graphique et leur définition dans la légende (« jeu d'alignement », « jeu d'alternance ») sont incompréhensibles pour un public non averti. Ils doivent être clarifiés ou supprimés.

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

- La légende doit permettre de clairement distinguer les voies existantes de celles à créer, pour cela les unes et les autres pourraient être de couleurs différentes.
- La légende doit définir le sens de l'hachurage le long de l'avenue de Garossos.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°2 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. La lisibilité de la carte de synthèse de l'OAP « Parc des expositions » sera améliorée et les termes « jeux d'alternance et d'alignement » présents dans la légende seront définis dans la partie texte de l'OAP (formes urbaines...).*

Les voies existantes et projetées à terme seront différenciées par un jeu de couleur et la légende sera complétée pour indiquer les voies à requalifier.

La carte sera modifiée pour reprendre le long de l'avenue de Garossos la même trame hachurée que le reste de l'OAP.

Réserve n° 3 : La zone 3AU est définie dans le règlement du PLU comme devant accueillir des activités de type commercial, tertiaire et de services. Or, dans l'OAP elle est identifiée comme une zone à caractère récréatif permettant la gestion des eaux pluviales à l'échelle du secteur. Le règlement de cette zone devra donc être modifié.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n° 3 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. La zone 3AU n'est pas ouverte à l'urbanisation et n'est donc pas opposable aux autorisations du droit des sols. Néanmoins par souci de pédagogie, dans le règlement écrit, le caractère de la zone 3AU sera modifié afin de ne plus lister de futures destinations pour ce secteur tant que celui-ci n'est pas ouvert à l'urbanisation et ne fait pas l'objet d'un programme précis, intégré dans l'aménagement global et à terme du secteur Garossos.*

Réserve n° 4 : Dans sa nouvelle rédaction, l'article UE6 ne réglemente plus les implantations des constructions par rapport à certaines rues (Planterous et Fornier, par exemple) ni par rapport aux voies à créer. Cet oubli est à corriger.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n° 4 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. Dans le cadre de la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle, il est rappelé que l'article UE6 impose une implantation vis à vis de voies et emprises publiques :*

- *6m pour les rues Juncassa et de la Sur (section nord-sud),*
- *3m pour l'avenue de Garossos, la rue de la Sur (section est-ouest) et la rue du Riou.*

Cette mention « Pour les autres voies de la zone UE, une implantation à l'alignement ou en recul de 6m est admise par rapport à l'emprise de la voie. » sera ajoutée à l'article UE6 du règlement écrit.

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

Recommandation n° 1 : Il serait à mon sens souhaitable de supprimer dans la partie écrite de l'OAP toutes les mentions désignant le secteur de l'Enseigure comme un secteur d'études pour un développement à long terme.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°1 de la manière suivante :

• *La recommandation est suivie. Le secteur de l'Enseigure est à ce jour situé en dehors du périmètre de la ZAC et fait l'objet d'un classement en zone agricole au PLU opposable. Il n'est pas concerné par la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle.*

Les différents schémas d'aménagement et les textes du dossier d'OAP seront mis en cohérence sur ce point afin d'assurer la bonne compréhension des intentions à court et moyen terme sur le secteur de l'Enseigure (préservation de la vocation agricole des fonciers).

Recommandation n° 2 : La modification de la pièce écrite de l'OAP indique qu'autour du parvis les bâtiments sont alignés sur les espaces publics. Or, le règlement de la zone 4AU prescrit une implantation des constructions par rapport aux voies de 75 mètres par rapport à l'axe de la RN 924 et 0,20 mètres par rapport à la limite d'emprise des autres voies. Le règlement me semble devoir être mis à jour pour permettre l'implantation en bordure des voies et prendre en compte les modifications du réseau routier intervenues depuis 2014.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°2 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. L'OAP précise que sur le secteur du Parvis, les constructions devront être alignées autour de l'espace public. Le règlement lui, vient compléter avec une notion métrique uniquement pour les voies, en précisant que les constructions devront respecter un recul d'au moins :*

- *75 mètres de l'axe de l'itinéraire à Grand Gabarit-RN224,*
- *0,20 m de la limite d'emprise des autres voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique.*

L'OAP permet d'avoir de la souplesse, il n'est donc pas nécessaire de modifier le règlement écrit.

Recommandation n° 3 : La modification proposée de l'article UE8 a pour effet de porter la limite de hauteur des bâtiments en zone UE aujourd'hui fixée à 12 mètres à 24 mètres tout en ajoutant que « le projet devra en outre s'inscrire dans les intensités bâties précisées dans l'OAP ». Cette formulation peut, à mon sens, susciter une certaine insécurité juridique. Les constructions ne doivent pas être conformes aux dispositions des OAP, mais seulement compatibles avec elles. Comment sera traité par le service instructeur un projet de 12 mètres de haut dans les zones où l'OAP indique que la hauteur doit être comprise entre 3 et 9 mètres ? Sera-t-il jugé compatible ou pas avec l'OAP. La jurisprudence sur la compatibilité des constructions avec les OAP n'apporte pas de réponse claire dans ce cas. Il me

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

semblerait donc prudent de réglementer la hauteur des constructions dans les secteurs d'intensité faible et moyenne délimités dans la partie graphique de l'OAP en fixant une limite de hauteur égale ou légèrement supérieure à celle préconisée dans l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°3 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. Le principe d'une OAP est justement de permettre de la souplesse au maître d'ouvrage au vu d'un contexte spécifique et de ne pas se restreindre dans le choix des projets avec une réglementation trop précise et potentiellement bloquante qui nécessiterait à chaque projet de mobiliser des procédures d'évolution de document d'urbanisme. De plus, l'OAP tant dans sa partie texte que graphique donne de nombreuses orientations, principes qui permettent de cadrer cet urbanisme de projet et de donner des garanties sur le respect des thèmes abordés dans l'OAP. Le maître d'ouvrage jugera que le projet est compatible à l'échelle de l'OAP, et en fonction de la localisation du projet et de son rapport avec les autres projets existants ou à venir.*

Recommandation n° 4 : La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne note que les îlots 15,16,17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis sont identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) alors qu'ils demeurent classés en zone agricole à la suite de l'annulation du PLUi-H et ne font donc pas partie du périmètre actuel de l'OAP. Elle considère que cela peut nuire à « la compréhension de leur aménagement effectif ou non à terme ». Il me semblerait opportun de retirer les îlots 15,16,17 et une partie de l'îlot des schémas d'organisation du Parvis présentés dans la partie écrite de l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°4 de la manière suivante :

• *La recommandation est suivie. Les îlots 15, 16, 17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) et classées en zone agricole seront supprimés de l'OAP afin d'enlever toute ambiguïté sur la compréhension des droits à construire actuels. Pour autant, ces îlots ayant une réelle existence dans une possible extension du périmètre constructible seront réétudiés dans le cadre de la procédure en cours du PLUi-H.*

Recommandation n° 5 : Comme l'a suggéré Monsieur Bartholomot, il conviendrait d'ajouter une flèche autorisant de tourner à droite sur le feu rouge situé à proximité du garage Citroën et juste avant l'entrée dans la zone de Garossos.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°5 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. En effet, le règlement écrit du PLU n'a pas vocation à réglementer la signalisation et les usages de la voirie. Il est également rappelé qu'une*

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

étude trafic a été réalisée en 2012 dans le cadre de l'étude d'impact initiale du Parc des Expositions. L'évaluation des incidences du projet urbain sur les mobilités a ensuite été réalisée au moment de la création de la ZAC. En outre, sur le plan technique, il est précisé que la configuration des deux carrefours ne permet pas de mettre en œuvre la remarque du requérant. Les stockages entre les deux carrefours et entre ceux-ci et le giratoire sont insuffisants et génèrent des pointes de charge sur l'aménagement. Néanmoins, si la signalisation tricolore est respectée, il n'y a pas de débordement sur les voies tramway. L'aménagement existant est donc sécuritaire. Enfin, une amélioration de la giration vers la rue de Garossos est en cours de finalisation et devrait améliorer le débit notamment lorsqu'il y a des gros porteurs.

Recommandation n° 6 : Comme le demande le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, il conviendrait d'actualiser la désignation du bénéficiaire des emplacements réservés 1 et 8 dans le plan de zonage en vigueur, en substituant la Métropole de Toulouse et Département.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°6 de la manière suivante :

• La recommandation n'est pas suivie car la modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec l'objet de la présente procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans le cadre de la procédure du PLUiH. Il est précisé que cela n'a pas de conséquences sur la mise en œuvre opérationnelle de l'outil au vu du transfert automatique de la compétence voirie entre le Conseil Départemental et la Métropole prévu par la « loi Notre » au 1er janvier 2017. En effet, le transfert des routes départementales à la Métropole a emporté le transfert des servitudes, droits et obligations correspondantes ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.

Recommandation n° 7 : Il conviendrait de supprimer, en raison de son illégalité, la disposition de l'article UE14 réglementant le COS dans la sous-zone UEa.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°7 de la manière suivante :

• La recommandation n'est pas suivie car la suppression de l'application du COS dans le PLU est de fait applicable depuis le 24 mars 2014 lorsque la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) en modifiant l'article L.123-1-5 du Code de l'urbanisme a supprimé cette disposition, ainsi que la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles. Il n'est donc pas nécessaire de modifier le règlement écrit car, de fait, le COS ne s'applique plus depuis 9 ans.

III. Mise à jour des annexes

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole et la Préfecture nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

5 – Annexes

5.1 – Servitudes d'utilité publique (SUP)

5.1.1 Plan et liste des servitudes

Sont supprimées :

- Les servitudes instituées au bénéfice des opérateurs Télédiffusion de France (TDF) et France Télécom devenue Orange : - servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, dite "PT1" ; - servitude de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles dite "PT2" ».

Est instaurée :

- Une nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Beauzelle.

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant.

5.2– Annexes Sanitaires

5.2.5– Notice des déchets urbains

Est ajoutée :

- La mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets – délibération en date du 16 décembre 2021.

5.3.2 Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Est modifié :

- Le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne qui vient remplacer l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

5.3 – Autres annexes

5.3.3 Périmètre de sursis à statuer

Est ajouté :

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

- Un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme pour le prolongement de la Ligne Aéroport Express, sur la Commune de Beauzelle.

5.3.4 ZAC

Est ajouté :

- Un périmètre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) : ZAC du Pôle économique du futur parc des expositions et centre de conventions de Toulouse Métropole - MEET sur la Commune de Beauzelle.

Est supprimé :

- Un périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) : ZAC de Garossos.

En vertu de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle joint à la présente délibération, comprenant la mise à jour des annexes et modifié comme suit pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public :

- l'OAP est modifiée pour répondre aux réserves et recommandations du commissaire enquêteur, ainsi qu'à l'avis de la DDT31,
- le règlement écrit (UE6 et 3AU) est modifié pour répondre aux réserves et recommandations du commissaire enquêteur.

Compte tenu de ce qui précède, Monsieur le Maire propose de donner un **AVIS FAVORABLE** au projet de 3ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de BEAUZELLE tel que modifié pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées, les résultats de l'enquête publique et les mises à jour nécessaires.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-57,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 à la suite de l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10/01/2002, révisé en date du 30/01/2006, modifié et approuvé le 23/01/2007, 2ème révision approuvée le 21/12/2009, 1ère modification simplifiée par Décision du Conseil Communautaire de Toulouse Métropole du 19/12/2013, mis

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

en compatibilité pour le projet du Parc des Expositions le 07/07/2014 et modifié de manière simplifiée par délibération du 16 février 2023,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 9 mai 2022 mettant en œuvre la procédure,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 13 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de BEAUZELLE

Vu l'avis de la MRAe en date du 22 août 2022 dispensant d'évaluation environnementale le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de BEAUZELLE,

Vu les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête qui a émis un avis favorable, assorti de 4 réserves et 7 recommandations en date du 13 janvier 2023,

Vu le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de BEAUZELLE prêt à être approuvé par le Conseil de la Métropole,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité (28 voix) :

D'EMETTRE un avis favorable sur le projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de BEAUZELLE joint à la présente délibération, tel que modifié pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées, les résultats de l'enquête publique et les mises à jour nécessaires,

DE DIRE que le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de BEAUZELLE une fois approuvé par le Conseil de la Métropole, ainsi que le rapport de la Commission d'Enquête seront consultables au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, Service Planification urbaine, 4^{ème} étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié sera consultable sur le site internet de Toulouse Métropole.

DE PRECISER que la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'Etat et son affichage pendant un mois en Mairie,

DE DIRE que la présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des Actes Administratifs de la ville de BEAUZELLE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à la procédure.

FAIT ET DELIBERE EN MAIRIE, LES JOURS, MOIS ET AN QUE DESSUS, AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES, POUR COPIE CONFORME,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture le 21 juin 2023 et publication ou notification du 21 juin 2023 pour une durée de deux mois.

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

Le secrétaire de séance,
Elise BASTY

Le Maire,
Patrice RODRIGUES



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la transmission au représentant de l'État et de sa publication ou de sa notification.

Accusé de réception en préfecture
031-213100563-20230614-2023-04-20-DE
Date de télétransmission : 21/06/2023
Date de réception préfecture : 21/06/2023

HÔTEL DE VILLE

Place de la Mairie - CS 90218 • 31705 - Beauzelle Cedex
05 62 21 32 50 • contact@mairie-beauzelle.fr • www.beauzelle.fr

Délibération n°DEL-23-0408

**Approbation de la troisième modification du Plan Local
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle**

L'an deux mille vingt-trois le jeudi vingt-deux juin à neuf heures vingt-neuf, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Concorde - Centre de Congrès Pierre Baudis - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	114
Procurations :	19
Date de convocation :	16 juin 2023

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelnau	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Comebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC, M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pibrac	M. Honoré NOUVEL, Mme Camille POUPONNEAU
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Saint-Orens	M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN,

	M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAÏDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, M. Daniel ROUGE, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
M. Gérard ANDRE	Thierry DUHAMEL
Mme Sophie LAMANT	Ida RUSSO
M. Pascal BOUREAU	Danielle PEREZ
M. Franck RIBEYRON	Pierre LACAZE
Mme Ana FAURE	Agnès BENOIT-LUTMAN
M. Albert SANCHEZ	Pierre VERNIOL
Mme Véronique DOITTAU	Robert MEDINA
M. Gil BEZERRA	Véronique DOITTAU
M. Bruno ESPIC	Vincent GIBERT
Mme Céline MORETTO	Sylvie LLOUBERES
Mme Dominique FAURE	Vincent TERRAIL-NOVES
M. Romain CUJIVES	Isabelle HARDY
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Laurence KATZENMAYER
Mme Ghislaine DELMOND	Christophe ALVES
M. Jonhny DUNAL	Fella ALLAL
Mme Christine ESCOULAN	Djillali LAHIANI
Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE	Gaëtan COGNARD
Mme Agathe ROBY	Marc PERE
M. Thierry SENTOUS	Francis GRASS

Délibération n° DEL-23-0408**Approbation de la troisième modification du Plan Local
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle****Exposé**

Par arrêté en date du 9 mai 2022, Monsieur le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de 3ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle en vue de favoriser le développement économique en modifiant l'OAP « Parc des Expositions » et le règlement écrit liés au pôle économique de Garossos.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 30 juin 2022 et à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale le 27 juin 2022 dans le cadre d'un examen au cas par cas.

L'enquête publique s'est déroulée du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur, avant d'approuver le dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci et comprenant la mise à jour des annexes.

I) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle

La zone d'activité existante de Garossos, située face au Pôle économique du MEETT, qui se développe sur 92.2 hectares, bien desservie par des voiries, réseaux et transports en commun structurants (tramway), se doit d'amorcer une mutation qualitative de son bâti et de ses espaces publics.

Cette proposition de modification ambitionne de développer la constructibilité sur le secteur Garossos, ZAC d'activité des années 1980, imperméabilisée dans sa quasi-totalité. L'objectif est de renouveler le quartier sur lui-même, essentiellement en travaillant sur les hauteurs maximales des futurs programmes, afin de libérer et désimperméabiliser les emprises au sol. Cette évolution du document d'urbanisme s'inscrit dans l'esprit de la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) portée par la loi Climat et Résilience.

En effet, les modifications envisagées visent à :

- favoriser un renouvellement urbain et économique de la zone d'activités. La procédure ne génère donc aucune consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers et s'inscrit dans une gestion économe du foncier urbanisable,
- créer les conditions favorables à l'accueil de programmes qui pourraient générer de l'étalement urbain sur d'autres sites non urbanisés à ce jour. Le secteur Garossos est aujourd'hui déjà bien installé dans le quotidien beauzellois. Ce projet de renouvellement urbain capitalise sur la dynamique impulsée par la mise en service du MEETT et de son pôle économique en cours de développement.

La présente modification du PLU de Beauzelle doit permettre au secteur de Garossos de pouvoir se développer à la hauteur de son attractivité nouvelle.

C'est pourquoi il est proposé de :

- l'intégrer dans le périmètre de l'OAP intercommunale « Parc des Expositions »,
- modifier l'OAP intercommunale en vigueur sur le secteur Parvis (commune de Beauzelle uniquement, l'OAP reste inchangée sur la commune d'Aussonne),
- modifier le règlement de la zone UE, du sous-zonage UEa et du préambule de la zone 3AU du PLU de Beauzelle.

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification est justifiée.

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis en date du 22 août 2022 et considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 30 juin 2022, conformément au Code de l'urbanisme.

Six réponses ont été reçues :

• *La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a émis un avis favorable en date du 7 novembre 2022.*

• *La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne, par courrier du 13 juillet 2022, a émis un avis favorable.*

• *Tisséo Collectivités, par courrier du 07 juillet 2022, n'a pas formulé de remarques particulières sur le dossier.*

• *La DDT31, par courrier en date du 25 août 2022 qui vient rectifier son avis initial en date du 7 juillet 2022, a formulé quatre observations sur le projet de modification n°3 du PLU de Beauzelle :*

- Tout d'abord, la nouvelle délimitation de l'OAP vient exclure, au nord du secteur Parvis, des espaces reclassés en zone agricole suite à l'annulation du PLUiH. Pour autant, ces emprises restent largement identifiées dans les différents schémas d'organisation de principe de l'OAP (îlots 15, 16, 17, et en partie 11), ce qui peut nuire à la compréhension générale de leur aménagement effectif ou non à terme. Tout aménagement nécessitera une justification étayée de l'ouverture à l'urbanisation, compte-tenu notamment du potentiel de densification que présentent les zones d'activités économiques existantes.

- Si le secteur de l'Enseigne, actuellement classé en zone agricole, est exclu du périmètre de l'OAP, il reste identifié dans certaines cartographies de l'OAP comme zone d'étude pour un développement à long terme. Au regard des objectifs de modération foncière et de réduction de consommation des espaces à vocation agricole, naturelle ou forestière, cette identification peut occasionner une spéculation de ce foncier alors même qu'un développement à long terme de cette zone n'est pas assuré. Ceci pourrait nuire au final à la poursuite de l'activité agricole sur cette emprise.

- S'agissant des mesures visant à favoriser les énergies renouvelables, celles-ci restent à la discrétion de chaque projet. En dehors du MEETT, les objectifs de production et d'utilisation des énergies renouvelables constituent de simples recommandations sans réelles portées prescriptives et n'apparaissent pas de nature à impulser le développement de ces énergies (et donc de s'inscrire dans les objectifs du PCAET) sur les futures opérations privées.

- Enfin, les modifications du règlement écrit visent à augmenter la constructibilité de la zone et assurer une urbanité plus qualitative de la zone en intervenant sur les règles d'implantation du bâti par rapport aux emprises publiques et aux limites séparatives. A cette fin, la conservation d'une implantation minimale à 3m de distance des limites séparatives sur ces deux secteurs questionne. Sa suppression permettrait d'ouvrir la possibilité d'une mitoyenneté des bâtis pour davantage optimiser le foncier dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, tout en facilitant l'atteinte de meilleures performances énergétiques.

- Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, par courrier en date du 16 novembre 2022, n'a pas formulé d'observations particulières. Cependant deux emplacements réservés, le n°1 « Déviation de la RD2 (2ème phase) site de l'Enseigure » et le n°8 « Déviation de la RD63, site de l'Enseigure » réapparaissent au bénéfice du Département dans ce PLU, qui ne figuraient plus à son bénéfice dans le cadre du PLUiH. Ils devraient être repositionnés au bénéfice de la Métropole.

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Garonne, par courrier en date du 27 juillet 2022, a émis un avis favorable.

Les réponses de Toulouse Métropole aux PPA qui ont fait des observations sont les suivantes :

- En réponse à la remarque de la DDT31, les îlots 15, 16, 17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) alors qu'ils demeurent classés en zone agricole suite à l'annulation du PLUiH et ne faisant donc pas partie du périmètre actuel de l'OAP seront supprimés afin d'enlever toute ambiguïté sur la compréhension des droits à construire actuels. Pour autant, ces îlots ayant une réelle existence dans le dossier de la concession d'aménagement du projet du MEETT et représentant une possible extension du périmètre constructible seront réétudiés dans le cadre de la procédure en cours du PLUiH.

En outre, le secteur Enseigure est à ce jour situé en dehors du périmètre de la ZAC. Celui-ci fait l'objet d'un classement en zone agricole au PLU opposable et n'est pas concerné par la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle. Les différents schémas d'aménagement et textes de l'OAP seront mis en cohérence sur ce point, afin d'assurer la bonne compréhension des intentions à court et moyen termes sur le secteur de l'Enseigure (préservation de la vocation agricole des fonciers). La cartographie du document d'OAP sera notamment modifiée en ce sens.

Concernant les mesures en faveur de l'adaptation aux enjeux du changement climatique, il est précisé que les évolutions apportées dans le cadre de la modification n°3 du PLU de Beauzelle concernent essentiellement l'augmentation du coefficient d'espaces verts de pleine terre en zone UE, afin de favoriser les opérations de désimperméabilisation / renaturation des sols à l'échelle de la Zone d'Activité Économique (ZAE).

Les objectifs à atteindre en matière de performance énergétique pourront par ailleurs être précisés dans les pièces contractuelles et réglementaires lors de la signature des conventions de participation. Plus largement, les objectifs à atteindre en matière de performance énergétique sur le bâti en zones d'activités seront travaillés dans le cadre du PLUiH, en lien avec les objectifs du PCAET et sur la base du cadre réglementaire en vigueur. Il est également précisé que les dispositions de la loi Climat et Résilience imposent la valorisation environnementale ou énergétique d'au moins 30% des surfaces de toitures sur les programmes tertiaires ou à vocation commerciale supérieurs à 500 m² de surface de plancher.

Enfin, les évolutions proposées dans le cadre de la modification n°3 du PLU de Beauzelle sur le règlement du PLU visent à initier un projet de renouvellement à moyen / long termes sur la zone d'activités de Garossos. Il s'agit notamment de valoriser cette zone d'activités en lui donnant de meilleures accessibilité et visibilité tout en conservant son caractère économique et en recherchant une amélioration de sa qualité fonctionnelle et architecturale. Dans ce cadre, le projet du pôle économique du MEETT envisage la requalification de la RM902 en boulevard urbain et la création de « barreaux » Nord-Sud basés sur les rues de Juncassa et de la Sur et reliant les secteurs Parvis et Garossos. Ces axes, perpendiculaires à la trame établie, capacitaires et largement dimensionnés (environ 35 m), permettent d'accueillir tous les usages qu'il s'agisse de mode doux, de terrasses de restaurants ou encore de stationnements publics liés aux commerces attenants. Les

évolutions apportées au règlement de la zone UE dans le cadre de la modification n°3 du PLU visent à préfigurer la mutation à terme des emprises bâties de la zone d'activités et à permettre la requalification des emprises de voirie et d'espaces publics. Les règles d'implantation sur emprises publiques et limites séparatives en zones d'activités seront questionnées dans le cadre du PLUiH au regard de l'étude urbaine engagée courant 2023 pour l'approfondissement du plan guide sur le secteur Garossos, mais également à partir des principes retenus en matière de requalification / mutation des Zones d'Activités Économiques (ZAE) à l'échelle métropolitaine.

• En réponse à la remarque du Conseil Départemental, il peut être indiqué que la modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec l'objet de la présente procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUiH. Il est précisé que cela n'a pas de conséquence sur la mise en œuvre opérationnelle de l'outil au vu du transfert automatique de la compétence voirie entre le Conseil Départemental et la Métropole prévu par la « loi Notre » au 1er janvier 2017. En effet, le transfert des routes départementales à la Métropole a emporté de fait le transfert des servitudes, droits et obligations correspondants ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 13 octobre 2022 et dirigée par Monsieur Michel BLANC, commissaire-enquêteur, du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Beauzelle, sur différents emplacements sur le territoire de la Commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Beauzelle.

Le dossier du projet de 3ème modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et à la mairie de Beauzelle accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au Commissaire enquêteur, ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Observations du public :

Deux observations ont été déposées pendant l'enquête publique :

- 1 contribution sur le registre dématérialisé ;
- 0 contribution sur le registre papier déposé en commune et 0 sur celui déposé à Toulouse Métropole;
- 1 courrier.

Le commissaire-enquêteur a retranscrit dans son procès-verbal de synthèse les demandes d'une personne qu'il a reçue et qui n'a pas écrit dans les registres.

L'analyse des observations fait apparaître :

- 1 observation concernant le point d'objet du trafic en entrée et sortie de Beauzelle.
- 1 observation hors sujet car il s'agit d'une demande de réduction d'une zone agricole (A) qui ne rentre pas dans le champ d'application d'une modification de PLU. Cette requête ne porte ni sur l'objet ni le périmètre de la modification n°3 de Beauzelle.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, dans ses conclusions reçues le 13 janvier 2023 a émis un **avis favorable** assorti de **4 réserves** et de **7 recommandations** au projet de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle :

Réserve n°1 : Les modifications de la partie écrite de l'OAP « Parc des expositions » doivent concerner exclusivement le territoire de la commune de Beauzelle. Toutefois les

changements intervenus du fait de la réalisation des travaux de construction du nouveau Parc des Expositions de Toulouse Métropole peuvent être pris en compte au titre de la modification de l'environnement de la partie beauzelloise de l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°1 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. Les différentes cartographies et les parties du texte de l'OAP « Parc des expositions » seront modifiées afin de représenter uniquement les évolutions concernant la commune de Beauzelle dans le cadre de la présente modification n°3 du PLU. Les fonds de cartes seront actualisés et feront apparaître les évolutions suites aux travaux réalisés (voiries, découpe d'îlot, nouvelles constructions...) dans la partie beauzelloise.*

Réserve n°2 : La partie graphique de l'OAP doit être corrigée sur plusieurs points :

- Les caractères flous de la légende doivent être rendus nets. Certains symboles du graphique et leur définition dans la légende (« jeu d'alignement », « jeu d'alternance ») sont incompréhensibles pour un public non-averti. Ils doivent être clarifiés ou supprimés.
- La légende doit permettre de clairement distinguer les voies existantes de celles à créer, pour cela les unes et les autres pourraient être de couleurs différentes.
- La légende doit définir le sens du hachurage le long de l'avenue de Garossos.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°2 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. La lisibilité de la carte de synthèse de l'OAP « Parc des expositions » sera améliorée et les termes « jeux d'alternance et d'alignement » présents dans la légende seront définis dans la partie texte de l'OAP (formes urbaines...).*

Les voies existantes et projetées à terme seront différenciées par un jeu de couleur et la légende sera complétée pour indiquer les voies à requalifier.

La carte sera modifiée pour reprendre le long de l'avenue de Garossos la même trame hachurée que le reste de l'OAP.

Réserve n°3 : La zone 3AU est définie dans le règlement du PLU comme devant accueillir des activités de type commercial, tertiaire et de services. Or, dans l'OAP elle est identifiée comme une zone à caractère récréatif permettant la gestion des eaux pluviales à l'échelle du secteur. Le règlement de cette zone devra donc être modifié.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°3 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. La zone 3AU n'est pas ouverte à l'urbanisation et n'est donc pas opposable aux autorisations du droit des sols. Néanmoins par souci de pédagogie, dans le règlement écrit, le caractère de la zone 3AU sera modifié afin de ne plus lister de futures destinations pour ce secteur tant que celui-ci n'est pas ouvert à l'urbanisation et ne fait pas l'objet d'un programme précis, intégré dans l'aménagement global et à terme du secteur Garossos.*

Réserve n°4 : Dans sa nouvelle rédaction, l'article UE6 ne régit plus les implantations des constructions par rapport à certaines rues (Planterous et Fornier, par exemple) ni par rapport aux voies à créer. Cet oubli est à corriger.

Toulouse Métropole prend en compte la réserve n°4 de la manière suivante :

• *La réserve est levée. Dans le cadre de la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle, il est rappelé que l'article UE6 impose une implantation vis à vis de voies et emprises publiques :*

- 6m pour les rues Juncassa et de la Sur (section nord-sud)

- 3m pour l'avenue de Garossos, la rue de la Sur (section est-ouest) et la rue du Riou

Cette mention « Pour les autres voies de la zone UE, une implantation à l'alignement ou en recul de 6m est admise par rapport à l'emprise de la voie. » sera ajoutée à l'article UE6 du règlement écrit.

Recommandation n°1 : Il serait souhaitable de supprimer dans la partie écrite de l'OAP toutes les mentions désignant le secteur de l'Enseigne comme un secteur d'études pour un développement à long terme.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°1 de la manière suivante :

• *La recommandation est suivie. Le secteur de l'Enseigne est à ce jour situé en dehors du périmètre de la ZAC et fait l'objet d'un classement en zone agricole au PLU opposable. Il n'est pas concerné par la présente modification n°3 du PLU de Beauzelle. Les différents schémas d'aménagement et les textes du dossier d'OAP seront mis en cohérence sur ce point afin d'assurer la bonne compréhension des intentions à court et moyen terme sur le secteur de l'Enseigne (préservation de la vocation agricole des fonciers).*

Recommandation n°2 : La modification de la pièce écrite de l'OAP indique qu'autour du parvis les bâtiments sont alignés sur les espaces publics. Or, le règlement de la zone 4AU prescrit une implantation des constructions par rapport aux voies de 75 mètres par rapport à l'axe de la RN 924 et 0,20 mètre par rapport à la limite d'emprise des autres voies. Le règlement me semble devoir être mis à jour pour permettre l'implantation en bordure des voies et prendre en compte les modifications du réseau routier intervenues depuis 2014.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°2 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. L'OAP précise que sur le secteur du Parvis, les constructions devront être alignées autour de l'espace public. Le règlement lui, vient compléter avec une notion métrique uniquement pour les voies, en précisant que les constructions devront respecter un recul d'au moins :*

- 75 m de l'axe de l'Itinéraire à Grand Gabarit-RN224

- 0,20 m de la limite d'emprise des autres voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique

L'OAP permet d'avoir de la souplesse, il n'est donc pas nécessaire de modifier le règlement écrit.

Recommandation n°3 : La modification proposée de l'article UE8 a pour effet de porter la limite de hauteur des bâtiments en zone UE aujourd'hui fixée à 12 mètres à 24 mètres tout en ajoutant que « le projet devra en outre s'inscrire dans les intensités bâties précisées dans l'OAP ». Cette formulation peut susciter une certaine insécurité juridique. Les constructions ne doivent pas être conformes aux dispositions des OAP, mais seulement compatibles avec elles. Comment sera traité par le service instructeur un projet de 12 mètres de haut dans les zones où l'OAP indique que la hauteur doit être comprise entre 3 et 9 mètres ? Sera-t-il jugé compatible ou pas avec l'OAP. La jurisprudence sur la compatibilité des constructions avec les OAP n'apporte pas de réponses claires dans ce cas. Il semblerait donc prudent de réglementer la hauteur des constructions dans les secteurs d'intensité faible et moyenne délimités dans la partie graphique de l'OAP en fixant une limite de hauteur égale ou légèrement supérieure à celle préconisée dans l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°3 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. Le principe d'une OAP est justement de permettre de la souplesse au maître d'ouvrage au vu d'un contexte spécifique et de ne pas se restreindre dans le choix des projets avec une réglementation trop précise et potentiellement bloquante qui nécessiterait à chaque projet de mobiliser des procédures d'évolution de document d'urbanisme. De plus, l'OAP tant dans sa partie texte que graphique donne de nombreuses orientations, principes qui permettent de cadrer cet urbanisme de projet et de donner des garanties sur le respect des thèmes abordés dans l'OAP. Le maître d'ouvrage jugera que le projet est compatible à l'échelle de l'OAP, et en fonction de la localisation du projet et de son rapport avec les autres projets existants ou à venir.*

Recommandation n°4 : La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne note que les îlots 15,16,17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis sont identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) alors qu'ils demeurent classés en zone agricole suite à l'annulation du PLUi-H et ne font donc pas partie du périmètre actuel de l'OAP. Elle considère que cela peut nuire à « la compréhension de leur aménagement effectif ou non à terme ». Il semblerait opportun de retirer les îlots 15,16,17 et une partie de l'îlot des schémas d'organisation du Parvis présentés dans la partie écrite de l'OAP.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°4 de la manière suivante :

• *La recommandation est suivie. Les îlots 15, 16, 17 et une partie de l'îlot 11 du secteur du Parvis identifiés dans les schémas d'organisation de principe de l'OAP (partie écrite) et classées en zone agricole seront supprimés de l'OAP afin d'enlever toute ambiguïté sur la compréhension des droits à construire actuels. Pour autant, ces îlots ayant une réelle existence dans une possible extension du périmètre constructible seront réétudiés dans le cadre de la procédure en cours du PLUi-H.*

Recommandation n°5 : Comme l'a suggéré Monsieur Bartholomot, il conviendrait d'ajouter une flèche autorisant de tourner à droite sur le feu rouge situé à proximité du garage Citroën et juste avant l'entrée dans la zone de Garossos.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°5 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie. En effet, le règlement écrit du PLU n'a pas vocation à réglementer la signalisation et les usages de la voirie. Il est également rappelé qu'une étude trafic a été réalisée en 2012 dans le cadre de l'étude d'impact initiale du Parc des Expositions. L'évaluation des incidences du projet urbain sur les mobilités a ensuite été réalisée au moment de la création de la ZAC. En outre, sur le plan technique, il est précisé que la configuration des deux carrefours ne permet pas de mettre en œuvre la remarque du requérant. Les stockages entre les deux carrefours et entre ceux-ci et le giratoire sont insuffisants et génèrent des pointes de charge sur l'aménagement. Néanmoins, si la signalisation tricolore est respectée, il n'y a pas de débordement sur les voies tramway. L'aménagement est donc sécuritaire. Enfin, une amélioration de la giration vers la rue de Garossos est en cours de finalisation et devrait améliorer le débit notamment lorsqu'il y a des gros porteurs.*

Recommandation n°6 : Comme le demande le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, il conviendrait d'actualiser la désignation du bénéficiaire des emplacements réservés 1 et 8 dans le plan de zonage en vigueur, en substituant la Métropole de Toulouse et le Département.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°6 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie car la modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec l'objet de la présente procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans le cadre de la procédure du PLUiH. Il est précisé que cela n'a pas de conséquences sur la mise en œuvre opérationnelle de l'outil au vu du transfert automatique de la compétence voirie entre le Conseil Départemental et la Métropole prévu par la « loi Notre » au 1er janvier 2017. En effet, le transfert des routes départementales à la Métropole a emporté le transfert des servitudes, droits et obligations correspondants ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.*

Recommandation n°7 : Il conviendrait de supprimer, en raison de son illégalité, la disposition de l'article UE14 règlement le COS dans la sous-zone UEa.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°7 de la manière suivante :

• *La recommandation n'est pas suivie car la suppression de l'application du COS dans le PLU est de fait applicable depuis le 24 mars 2014 lorsque la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) en modifiant l'article L.123-1-5 du Code de l'urbanisme a supprimé cette disposition, ainsi que la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles. Il n'est donc pas nécessaire de modifier le règlement écrit car, de fait, le COS ne s'applique plus depuis 9 ans.*

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole, la Préfecture nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle. La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

5 - Annexes

5.1 – Servitudes d'utilité publique (SUP)

5.1.1 Plan et liste des servitudes

Sont supprimées :

- Les servitudes instituées au bénéfice des opérateurs Télédiffusion de France (TDF) et France Télécom devenue Orange : - servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, dite "PT1" ; - servitude de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles dite "PT2" ».

Est instaurée :

- Une nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Beauzelle.

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant.

5.2- Annexes Sanitaires

5.2.5- Notice des déchets urbains

Est ajoutée :

- La mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets - délibération en date du 16 décembre 2021.

5.3.2 Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Est modifié :

- Le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne qui vient remplacer l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

5.3 - Autres annexes

5.3.3 Périmètre de sursis à statuer

Est ajouté :

- Un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme pour le prolongement de la Ligne Aéroport Express, sur la Commune de Beauzelle.

5.3.4 ZAC

Est ajouté :

- Un périmètre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) : ZAC du Pôle économique du futur parc des expositions et centre de conventions de Toulouse Métropole - MEETT sur la Commune de Beauzelle.

Est supprimé :

- Un périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) : ZAC de Garossos.

En vertu de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle, joint à la présente délibération, comprenant la mise à jour des annexes et modifié comme suit pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public :

- l'OAP est modifiée pour répondre aux réserves et recommandations du commissaire-enquêteur, ainsi qu'à l'avis de la DDT31,
- le règlement écrit (UE6 et 3AU) est modifié pour répondre aux réserves et recommandations du commissaire-enquêteur.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R.104-33 à 37 et R.153-8 à R.153-10, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU), Commune de Beauzelle approuvé par délibération du conseil municipal en date du 10 janvier 2002, mis en compatibilité par arrêté préfectoral du 19 juin 2014, modifié par délibération du 21 décembre 2009, modifié de manière simplifiée par délibération du 16 février 2023,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 9 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 13 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Beauzelle,

Vu le rapport du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable assorti de quatre réserves et de sept recommandations,

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-2019-31-017 en date du 7 mars 2019 instituant des servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Beauzelle,

Vu la délibération n°DEL 19-0871 du Conseil de la Métropole en date du 10 octobre 2019 portant création de la ZAC du Pôle économique du futur parc des expositions et centre de conventions de Toulouse Métropole - MEETT, sur la Commune de Beauzelle,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Beauzelle en date du 16 décembre 2019 portant suppression de la ZAC Garossos sur le territoire de la Commune de Beauzelle,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014,

Vu la délibération n°2020.12.16.1.11 du Comité Syndical du Syndicat Mixte des transports en commun de l'Agglomération Toulousaine (Tisseo) en date du 16 décembre 2020 instaurant un sursis à statuer pour le prolongement de la Ligne Aeroport Express, sur la Commune de Beauzelle,

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange,

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF,

Vu la délibération n°DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021, portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Beauzelle en date du 14 juin 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du lundi 5 juin 2023,

Vu le dossier de modification tel qu'annexé à la présente délibération,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver la troisième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Beauzelle, comprenant les modifications initiales soumises à enquête publique ouverte du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022, celles rectifiées suite à cette enquête et intégrant la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

Article 2

De procéder, en application des articles R.153-20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme, à l'affichage de la délibération au siège de Toulouse Métropole et à la Commune de Beauzelle pendant une durée d'un mois, à la mention de son affichage dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'à sa publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du Code de l'urbanisme.

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège du Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service Planification urbaine, 4ème étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire-enquêteur seront consultables sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme après sa transmission au Préfet et la publication du dossier de plan local d'urbanisme modifié et la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Article 6

De communiquer l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol à la Direction Départementale ou, le cas échéant, Régionale des Finances Publiques au titre de l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

Résultat du vote :

Pour	133
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publié le : **29 JUIN 2023**

Reçu à la Préfecture le **29 JUIN 2023**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC